

Vers un environnement favorisant le développement du secteur privé

Une facilité financée par le Fonds Européen de Développement

Sommaire

1 DOSSIER

Plan d'action ambitieux pour l'African Business Roundtable

2 BRÈVES

- Avec les parlementaires européens à Nairobi
- Vers l'harmonisation des marchés financiers de la CEDEAO

2 REQUÊTES

Nouvelles requêtes en examen



Plan d'action ambitieux pour l'African Business Roundtable

L'Africa Business Roundtable va mettre en œuvre les recommandations principales du Forum des affaires UE-Afrique dans le secteur du commerce.

Le deuxième Forum des Affaires UE-Afrique a eu lieu les 21 et 22 juin derniers à l'International Conference Centre d'Accra, Ghana. Y ont participé des dirigeants africains et européens de multinationales, grandes sociétés, entreprises de petite ou moyenne taille, fédérations professionnelles et institutions multilatérales et régionales. Des recommandations ambitieuses ont été adoptées par plus de 200 organisations représentées au Forum. Depuis lors, l'Africa Business Roundtable (ABR) et BizClim ont mené des discussions visant à lancer un plan de mise en œuvre des recommandations principales dans le secteur du commerce, notamment:

- encourager l'intégration régionale des marchés africains en approfondissant les marchés régionaux pour créer davantage d'opportunités économiques;
- ouvrir les marchés aux marchandises et services en appuyant les échanges via une

libéralisation commerciale asymétrique efficace entre l'Afrique et l'UE;

- créer et favoriser des cadres législatifs et de normalisation assurant une meilleure gouvernance dans les matières commerciales pour encourager le secteur privé à consentir des investissements à haute valeur ajoutée locale dans l'industrie et les services.

Ce plan d'action proposé par l'ABR fait suite au Forum des Affaires UE-Afrique organisé conjointement et sur base annuelle par la Commission de l'Union Africaine et par la Commission Européenne. Le deuxième Forum a examiné les progrès réalisés depuis les recommandations du premier Forum pour lever les goulots d'étranglement identifiés. Il a également traité des matières commerciales, de l'esprit d'entreprise et de l'interconnectivité: autant de domaines qui comptent dans le développement des affaires en Afrique.

La Facilité Climat des Affaires ACP, en abrégé BizClim, fournit une assistance technique pour améliorer la réglementation et la législation, le cadre institutionnel et les mesures financières favorisant le développement du secteur privé des pays ou régions ACP et pour leur permettre d'opérer la réforme des entreprises publiques. Pour ce faire, la Facilité se concentre notamment sur l'appui aux Gouvernements ACP, aux Institutions régionales et aux organisations du secteur privé.

Editeur responsable
M'Hamed Chérif
Av. Roger Vandendriessche 38
1150 Bruxelles - Belgique
Tel: +32 2 772 01 19
Fax: +32 2 777 08 60
info@acpbusinessclimate.org
http://www.acpbusinessclimate.org

➤ Approches innovantes

Le but principal du plan d'action proposé par l'ABR est de s'assurer que des améliorations majeures soient réalisées en termes de climat des affaires car le secteur privé joue un rôle important dans la conception et l'exécution des changements. Le projet portera sur la mise en œuvre des recommandations principales faites par les participants au deuxième Forum des Affaires UE-Afrique dans le secteur du commerce. Il veillera à atteindre des résultats probants dans:

- le renforcement des capacités du secteur privé, permettant la participation effective du secteur privé africain dans la préparation des réformes
- l'exécution et le contrôle des activités visant à renforcer le climat des affaires
- les actions en vue d'améliorer le commerce et l'investissement interafricains et l'établissement de plateformes telles que SOLVIT (voir ci-dessous).

Deux ateliers et trois études

Un séminaire de lancement prévu à Abuja, Nigéria, rassemblera une centaine de participants des pays membres de la CEDEAO pour établir le plan de travail et les directions générales. Il sera suivi d'une

étude sur le renforcement de la participation du secteur privé dans la formulation des politiques et le monitoring. On s'attend à ce que l'étude mène à l'adoption d'un cadre plus efficace pour la consultation du secteur privé ainsi qu'à une amélioration générale du dialogue politique.

Une autre étude va préparer un plan d'action pour faciliter le commerce et l'investissement interafricain en se référant plus particulièrement aux barrières non tarifaires (BNT) et à la fiscalité. Cette étude abordera la question épineuse et brûlante des BNT, laquelle a été soulignée dans quasi toutes les conférences sur l'environnement des affaires.

Une troisième étude préparera le champ pour établir des plate-formes de type SOLVIT. SOLVIT est un réseau en ligne centré sur la résolution des problèmes. Les Etats membres de l'UE y travaillent ensemble, sans passer par les instances judiciaires, pour pallier les inconvénients provoqués par la mauvaise application de la loi du marché intérieur par les services publics.

Concluant le projet, un atelier de deux jours rassemblera environ 150 participants pour valider les résultats du projet et améliorer leur application. ■

NOUVELLES REQUÊTES EN EXAMEN

Pays / Région	Bénéficiaires	Titre
Afrique	Africa-Investor	Evaluation des besoins en vue d'établir une agence fiduciaire de notation.
Togo	OHADA	Réalisation d'un mini-guide sur le droit des affaires OHADA à l'usage des opérateurs économiques du Togo.
Ghana	NEPAD Business Group	Du 5 au 7 novembre 2007, le Comité des Bailleurs de Fonds accueillera la Conférence Consultative Régionale en Afrique à Accra, Ghana.
Afrique	UPDEA	Réalisation d'une étude sur le cadre institutionnel des énergies renouvelables en Afrique.
Bénin	Hub & Spokes	Réalisation d'une étude sur les mécanismes de consultation ainsi que le recensement, la synthèse et la mise en ligne des études réalisées sur l'amélioration de l'environnement des affaires et la compétitivité de l'économie béninoise.



Avec les parlementaires européens à Nairobi

BizClim sera présent à la prochaine conférence régionale de l'AWEPA (Parlementaires Européens pour



l'Afrique), les 27 et 28 septembre à Nairobi, Kenya sur le thème: "Questions ouvertes: Le dialogue parlementaire et du secteur privé sur le développement économique et l'agriculture en Afrique de l'Est et la région des Grands Lacs". Elle fait suite à la conférence régionale de septembre 2006 à Arusha, Tanzanie. Objectif: faciliter les échanges d'informations et le dialogue entre les parlementaires et le secteur privé, donc promouvoir le développement économique et agricole dans cette région. Les participants évalueront les progrès nationaux en matière de développement économique via des Rapports Parlementaires Nationaux d'Avancement. Ils discuteront d'un Code de Conduite proposé pour l'engagement des parlementaires et du secteur privé dans le développement durable et la réduction de la pauvreté ainsi que des recommandations pour l'action parlementaire nationale sur le Programme pour le Développement Global de l'Agriculture dans la région.

Vers l'harmonisation des marchés financiers de la CEDEAO

L'Association des Banques du Ghana avait sollicité BizClim pour mener une étude visant à identifier et développer des propositions de politique stratégique et des recommandations pour améliorer la compétitivité du secteur financier et ainsi faciliter le commerce au sein de la région de la CEDEAO. L'équipe d'experts chargée de l'étude a été recrutée et une première mission a été effectuée fin août. Un atelier devrait être organisé en octobre afin de présenter les premiers résultats de l'étude, avec une cartographie du secteur financier de la CEDEAO, l'analyse comparée de la compétitivité du secteur financier et les esquisses des premières recommandations. La seconde phase de l'étude portera sur l'analyse des écarts au sein de la région et la préparation d'une feuille de route qui devra être présentée à l'occasion d'un deuxième atelier. Plus d'infos sur: WP1.26.2-1.004